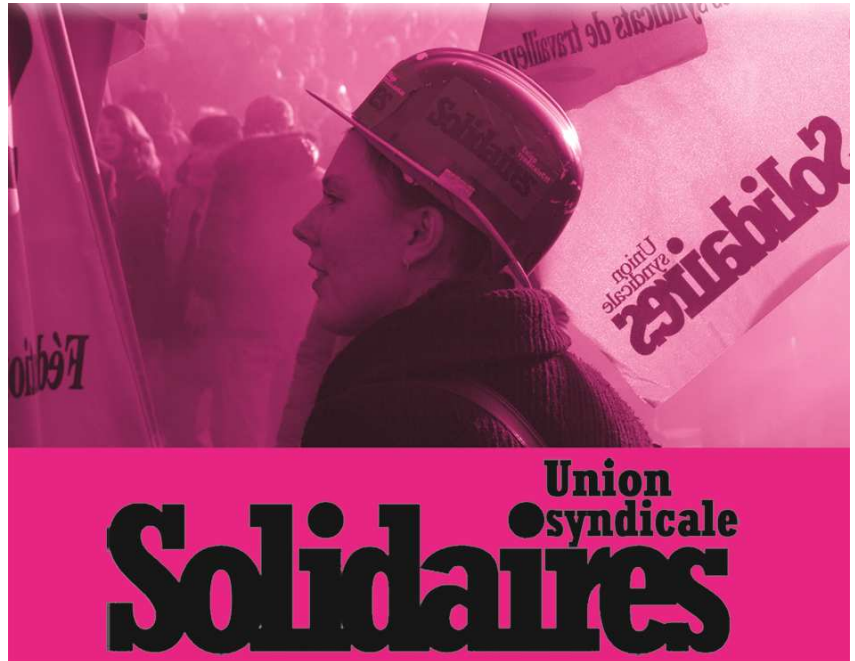


Déclaration du 5^e congrès de l'Union syndicale Solidaires – 9 juin 2011

Patronat, actionnaires et gouvernements s'attaquent frontalement aux travailleurs/ses. L'assaut est d'autant plus rude que la crise du système capitaliste aggrave la situation sociale, dans tous les pays. Dans une logique de « toujours plus », celles et ceux qui prétendent diriger le monde ne cessent de vouloir supprimer les droits conquis par les salarié-e-s au fil des luttes sociales, et de confisquer les richesses. Dans ce contexte, un mouvement syndical fort, unitaire, offensif, indépendant, internationaliste, écologiste et féministe est d'autant plus nécessaire. Salarié-e-s en activité, au chômage, en formation, en retraite, ont des intérêts communs à défendre.



Les organisations membres de l'Union syndicale Solidaires sont des outils au service des salarié-e-s, pour la défense de leurs revendications quotidiennes et pour construire les mouvements sociaux d'ampleur nécessaires à l'indispensable et profonde transformation de la société. Les deux aspects sont liés : c'est dans, et par, les luttes d'aujourd'hui que nous construisons la société de demain ! La transformation sociale n'est possible qu'à partir d'une prise en charge des problèmes concrets, sur le lieu de travail et aussi dans les localités.

La protection sociale demeure un enjeu important ; patronat et gouvernement veulent tout casser, pour des raisons économiques mais aussi parce que la solidarité dont est porteuse la protection sociale depuis ses origines va à l'encontre de ce dont a besoin le capitalisme ! Il en est de même, et pour des raisons identiques, pour les services publics. **Sur le dossier « aide à l'autonomie », comme pour la défense et l'amélioration des services publics, l'Union syndicale Solidaires sera à l'offensive dans les mois qui viennent**, en recherchant l'unité la plus large, dans le cadre d'objectifs revendicatifs partagés.

L'amélioration des conditions de vie est une revendication essentielle. **L'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des pensions de retraite, la création d'un revenu socialisé d'études sont des nécessités.** De nombreuses grèves ont lieu pour l'augmentation des salaires, dans quasiment tous les secteurs professionnels. Il nous faut unifier ces luttes, pour leur donner plus de poids et une dimension nouvelle : c'est bien du partage des richesses produites dont il faut discuter, et nous voulons imposer une autre répartition ! L'Union syndicale Solidaires a décidé de mener une campagne nationale sur les salaires ; elle englobera les questions des indemnités pour les chômeurs/ses, des pensions des retraité-e-s. Nous revendiquons une mesure immédiate pour le pouvoir d'achat de 400 euros pour toutes et tous, et un SMIC à 1600 euros nets. Personne ne doit vivre aujourd'hui avec un revenu inférieur à cela, c'est pourquoi nous demandons l'alignement des minimas sociaux sur le SMIC.

Dans cette période de crise, **agir pour la défense et la création d'emplois non précaires**, est déterminant, notamment pour lutter contre le chômage des jeunes, la précarité, les licenciements. Récemment, gouvernement et patronat ont de nouveau utilisé des chiffres sur « la jeunesse », considérée comme catégorie homogène, afin d'accréditer la nécessité de mesures spécifiques pour l'emploi des jeunes. Celles-ci ne bénéficient en fait qu'aux employeurs, et maintiennent l'ultra-précarité : stages sous-rémunérés, exonérations de cotisations sociales pour les entreprises, etc. Nous refusons de cautionner l'éclatement du salariat : les caractéristiques de cette jeunesse ne sont qu'une amplification des phénomènes que l'on observe parmi l'ensemble des salarié-e-s. Les solutions pour l'emploi des jeunes sont les mêmes que pour tous les salarié-e-s : **réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires avec création d'emplois et sans perte de salaire, redéfinition des finalités de la production.**

La lutte pour défendre la santé au travail est une revendication essentielle des équipes syndicales Solidaires. Les pressions patronales, les organisations du travail, la recherche continue de productivité dans les secteurs public et privé, créent des situations véritablement inhumaines. Les suicides sur le lieu de travail en sont une conséquence dramatique, mais ce n'est pas la seule : en France des dizaines de milliers de salarié-e-s sont victimes de cette violence patronale. En témoigne par exemple, l'augmentation du nombre d'accidents de travail. L'Union syndicale Solidaires entend dénoncer non seulement les effets, mais surtout les causes, pour que collectivement nous puissions imposer que soit mis un terme à cette situation.

La société que nous voulons construire est égalitaire ; **les combats pour les droits égaux pour toutes et tous** se situent dans cette perspective. La place des femmes dans la société et notamment dans le monde du travail est marquée par des inégalités persistantes : salaires, déroulement de carrière et retraites plus faibles, discriminations à l'embauche, emplois précaires, temps partiel imposés, etc. Pour les lesbiennes, les gays, les bisexuel-le-s, les trans, l'égalité des droits est également bien loin d'être atteinte. Les populations immigrées sont de plus en plus stigmatisées, surexploitées : les grèves des sans-papiers montrent qu'il est possible de gagner. Dans toute la France, le Réseau Education Sans Frontière mène des combats pour défendre des élèves et leur famille Sans-papiers. Les collectifs comme « Unis Contre l'Immigration Jetable », « racket » ou « D'ailleurs nous sommes d'ici » travaillent à un rassemblement large pour contrer ces politiques xénophobes. Notre implication dans ces combats est bien réelle et fait partie intégrante de notre projet syndical.

Cette société que nous voulons construire, doit **prendre en compte les enjeux environnementaux et écologiques** (OGM, nucléaire, raréfaction des ressources, ...). La catastrophe récente de Fukushima ne peut que renforcer notre exigence d'arrêt immédiat de tout projet de centrale nucléaire et de décision politique immédiate de sortie du nucléaire.

Notre syndicalisme est ouvert à tous, chaque salarié-e y a sa place quels que soient son statut, sa nationalité, ses idées politiques, etc. Mais **le syndicalisme est irrémédiablement opposé au fascisme, à l'extrême-droite, à la xénophobie, au racisme, à l'homophobie, au sexisme.** Celles et ceux qui défendent de telles « idées » ne peuvent se revendiquer du mouvement ouvrier, ils et elles en sont les ennemi-e-s ! Nous le réaffirmons d'autant plus que nous savons que la campagne pour les élections présidentielles va être source de nombreuses déclarations abjectes dans ce sens, et aussi de compromissions de certain-e-s dans l'espoir de gagner des voix.

Pour l'Union syndicale Solidaires qui défend **l'indépendance du mouvement syndical**, cette période doit être celle des débats de fond. Les derniers mouvements sociaux ont porté des revendications fortes ; il s'agit de rappeler aux organisations politiques leur soutien à ces mouvements. Les dégâts de l'ultralibéralisme au pouvoir depuis 2007 sont dramatiques, la casse méthodique de toutes nos conquêtes sociales a des conséquences sur des millions de citoyen-ne-s toujours plus précarisé-e-s tandis qu'une petite minorité ne cesse de s'enrichir toujours plus. Nous savons aussi qu'un gouvernement de gauche plurielle fut celui qui privatisa le plus depuis un demi-siècle. La solution est entre nos mains, dans les luttes que nous saurons mener. Quels que soient les pouvoirs en place, notre Union syndicale reste un syndicalisme de contre-pouvoir.

Notre syndicalisme est internationaliste. Notre engagement dans les campagnes unitaires de solidarité avec le peuple palestinien (Boycott-Désinvestissement-Sanctions et **Un bateau pour Gaza**) s'inscrit dans cette orientation. Dans la suite de la rencontre internationale qui s'est tenue lors de notre congrès, nous poursuivons la construction d'un syndicalisme de luttes d'abord au plan européen pour des raisons géographiques évidentes, et aussi euro-méditerranéen notamment avec nos camarades d'Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, etc. La lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme est une des composantes de notre action internationaliste. Nous renforçons aussi le travail avec les syndicats d'Amérique du sud, d'Afrique, d'Asie, avec lesquelles nous partageons la volonté de pratiquer et développer un syndicalisme de transformation sociale, qui ne peut se limiter aux frontières des Etats. Les révoltes des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient, comme les actuels mouvements de contestations des « indigné-e-s » en Europe, confirment l'aspiration grandissante à une transformation sociale radicale. Poursuivant notre implication dans le mouvement altermondialiste, **nous participerons activement aux initiatives unitaires contre le sommet du G20, en France à l'automne.**

Nous voulons changer les choses : au quotidien à travers des **revendications immédiates**, et plus fondamentalement en **modifiant l'organisation de la société**. Notre ambition est justifiée, nécessaire, mais grande ; elle nécessite un saut significatif dans le développement continu de notre Union syndicale. **Des élections quasi générales auront lieu dans la Fonction publique** le 20 octobre. Malgré des manœuvres politiciennes excluant la Territoriale jusqu'en 2014, pour la première fois plus de deux millions de personnels, titulaires comme non-titulaires, voteront en même temps. Il nous faut déposer des listes partout. Si ces élections sont importantes pour chacune de nos organisations concernées, les résultats globaux de Solidaires dans la Fonction publique seront scrutés attentivement. Ces élections sont un enjeu pour l'ensemble de notre organisation pour continuer à développer notre syndicalisme de proximité, de luttes collectives et de transformation sociale. Avec nos organisations de la Fonction publique, c'est l'ensemble de Solidaires qui s'engage pour réussir ces élections.

Il s'agira d'engager, de la même façon, toutes nos organisations pour **les élections nationales dans les Très Petites Entreprises** qui auront lieu au second semestre 2012. Si la forme pose de nombreux problèmes (scrutin national sur sigle, pas de vote physique, ...), il n'en reste pas moins que ce sera une occasion pour ces millions de salarié-e-s sans présence syndicale proche, de donner leur avis sur le type de syndicalisme qu'ils et elles soutiennent. Au-delà, les élections professionnelles dans tous les secteurs, public et privé, sont un enjeu pour une implantation plus vaste de notre syndicalisme.

Notre syndicalisme n'existe pas s'il ne s'appuie pas sur une **pratique de masse sur le lieu de travail**. Ceci n'est aucunement contradictoire avec la nécessité d'un syndicalisme interprofessionnel, indispensable pour ne pas tomber dans le corporatisme, pour créer les liens solidaires entre travailleurs/ses, pour engager la transformation écologique de l'économie, pour penser et construire dans nos luttes d'aujourd'hui la société de demain.

Lors de notre 4e congrès, en juin 2008, nous lançons un « ***appel à toutes les organisations syndicales pour que se mette en place, à tous les niveaux, national, local et sectoriel, un front syndical commun d'action qui permette de construire les rapports de force et les mobilisations nécessaires*** ». Les mobilisations de 2009 et 2010 constituent un pas non négligeable en ce sens, mais nous en connaissons aussi les limites ; il nous reste maintenant à faire en sorte que le syndicalisme de transformation sociale pèse davantage. C'est un élément décisif comme l'a montré l'expérience guadeloupéenne du début 2010, comme le montre aussi ce qui se joue actuellement par exemple en Tunisie, en Algérie ou en Egypte... **Un affrontement central demeure nécessaire et la grève générale interprofessionnelle est un moyen essentiel pour y parvenir.**

Il ne s'agit pas de reprendre l'ensemble des résolutions de ce 5e congrès de l'Union syndicale Solidaires. Nous dégagons ici des priorités pour les mois à venir :

- La construction de mouvements unitaires, pour gagner sur le dossier « **aide à l'autonomie** », pour la **défense et l'amélioration des services publics**.
- La poursuite de nos campagnes nationales, pour les salaires, les minimas sociaux et les pensions, l'emploi, la santé et les conditions de travail, les droits égaux pour toutes et tous.
- Le **contre-sommet à l'occasion du G20** en octobre 2011, pour réaffirmer notre opposition à la mondialisation néolibérale, et notre volonté de solidarité entre les peuples.
- Les **élections dans la Fonction publique à l'automne 2011, celles dans les Très Petites Entreprises en 2012**, seront des moments importants pour marquer le développement du syndicalisme de luttes.



Ensemble, en préparant ces campagnes, en nous impliquant dans ces mobilisations, nous avancerons dans la concrétisation de notre volonté de transformation sociale ... qui demeure notre objectif collectif !

Union
syndicale
Solidaires